

LULA : DANSE AVEC LE SUD

Le président brésilien Lula, conscient dès son élection en octobre 2002 que les deux plus grands pays du Sud par leur population (la Chine et l'Inde totalisent presque deux milliards et demi d'habitants) deviendraient en peu d'années aussi les deux géants incontournables du XXI^{ème} siècle, a vite programmé ces pays dans ses tournées diplomatico-commerciales, malgré les énormes différences historiques et politiques avec son propre pays. Déjà à mi-2002, sous le président Fernando Henrique Cardoso, les ministres des Affaires Etrangères des trois grands pays que sont l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil, s'étaient réunis à Brasilia et avaient publié la « Déclaration de Brasilia » qui annonçait la formation de l' « *India, Brazil and South Africa Dialogue Forum* » ou IBSA. Une Commission Trilatérale était alors créée entre les trois pays pour examiner périodiquement comment favoriser le développement de leurs échanges.

« L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, les trois principales démocraties des trois continents les plus pauvres, confirment et concrétisent leur alliance triangulaire révélée l'année passée à Cancun réunis par des mesures destinées à faciliter les échanges commerciaux entre les trois. [...] Les trois puissances vont établir des taux préférentiels entre eux afin d'élever le flux de leurs échanges commerciaux de 4,6 à 10 milliards de dollars d'ici 2007. L'IBSA doit empoigner une réalité commune aux trois pays : la pauvreté. Sans attendre la concrétisation de l'appel lancé par le président brésilien pour un Fonds mondial contre la faim, les trois pays ont alloué des sommes, modestes mais réelles - 100 000 dollars chacun de la part du Brésil et de l'Inde, 50 000 de l'Afrique du Sud – dont la gestion a été confiée au PNUD (programme de développement des Nations-Unies). Autre manière de lutter contre la pauvreté : utiliser au mieux les compétences des uns et des autres pour construire une chaîne de production autosuffisante. Exemple : l'Inde possède le charbon qu'elle peut fournir à l'Afrique du Sud qui peut le transformer en pétrole. Le Brésil, lui, a les capacités pour en faire du diesel bio ou du gasoil. »¹

LULA, LE BRÉSIL ET L'INDE :

Lula a visité fin janvier 2004 l'Inde, la plus grande démocratie du monde, aux marchés habituellement assez fermés. «Ce pays a un gouvernement dirigé par une véritable « *dream team* » experte en développement. Le 1^{er} Ministre, Manmohan Singh, est l'un des plus grands économistes spécialistes du développement dans le monde. [...] Le budget (2005) de Palaniappan Chidambaram (ministre des finances) est une véritable leçon d'économie du développement, qui montre comment un pays peut se lancer à fond dans des réformes libérales tout en prenant des mesures urgentes de lutte contre la pauvreté. [...] Ce budget reflète la prise de conscience que la réduction de la pauvreté requiert à la fois une croissance économique rapide et des investissements destinés aux plus miséreux. La croissance doit s'appuyer sur le privé, notamment sur les IDE.»²

La visite de Lula a eu lieu en marge du sommet de Mumbai (Bombay), qui a succédé en 2004 aux deux premiers sommets altermondialistes de Porto Alegre (Brésil, 2001 et 2002). Un forum de la CNUCED (« *pre-UNCTAD³ XI forum on regionalism and South-South cooperation* ») s'est ensuite tenu à Rio en juin 2004 et a traité en profondeur du cas des échanges entre le Mercosur et l'Inde, réunissant des officiels des deux zones et des hommes d'affaires des secteurs privés respectifs. Courant 2004, un accord destiné à favoriser le développement des échanges commerciaux entre l'Inde et le Mercosur a été signé (« *India and Mercosur Preferential Trade Agreement* »). Une analyse publiée par la CNUCED⁴ indique qu'un bon potentiel existe pour augmenter les flux d'échanges sur plusieurs produits complémentaires. La coopération entre l'Inde et le Brésil a aussi été étendue aux domaines spatial, pharmaceutique, technologies de l'information et tourisme.

¹ Carole Vann et Ranjit Devraj, InfoSud-IPS.

² La chronique de Jeffrey Sachs (professeur et directeur de l'Institut de la Terre à Columbia University-New-York), « *L'Inde montre l'exemple* », *Les Echos*, lundi 16 août 2004, p.8.

³ CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement ; en anglais UNCTAD : United Nations Conference on Trade and Development.

⁴ UNCTAD, 2004 : « *Regionalism and South-South cooperation, the case of Mercosur and India* ».

LULA, LE BRÉSIL ET LA CHINE

La Chine a reçu la visite de Lula du 22 au 27 mai 2004. Cette visite se déroule alors qu'à l'initiative du Brésil a déjà été créé le « *Conseil Entrepreneurial Brésil/Chine* » (CEBC). Les IDE en Chine ont fait un grand bond en avant depuis 2000 (\$US 40,7 milliards), et encore de 2003 (\$US 53,5 milliards) à 2004 (plus de \$US 60 milliards). « Les mesures anti-surchauffe n'y ont rien fait : qu'importe le durcissement de la politique monétaire ou les restrictions... Mais l'investissement étranger demeure relativement marginal face aux dépenses de l'Etat dans les infrastructures (7% du montant consacrés aux routes, usines, immobilier). »⁵ Les journaux chinois sont élogieux sur ce Chef d'Etat étranger qui tient tête sur le plan diplomatique et commercial à l' « *Oncle Sam* ».

Rappelons néanmoins que, déjà sous le second mandat du président F.H. Cardoso, alors que la Chine allait entrer à l'OMC, des contacts commerciaux et une concertation avait eu lieu entre les deux grands pays, notamment lors de la visite à Pékin en avril 2002 du Ministre du Développement Industriel et du Commerce, Sergio Amaral⁶, comme le relate ci-après le grand journal chinois, le *Quotidien du Peuple* : « Shi Guangsheng, ministre chinois du Commerce Extérieur et de la Coopération économique, et Sergio Silva Do Amaral, ministre brésilien du Développement Industriel et du Commerce, sont convenus lundi 2 avril 2002 que le Brésil et la Chine oeuvreront ensemble pour lutter contre l'escalade du protectionnisme commercial. Lors de sa rencontre à Beijing avec le ministre brésilien, Shi Guangsheng a souligné que les deux pays devaient conjuguer leurs efforts pour combattre la tendance croissante du protectionnisme commercial qui affecte les deux pays [...] La libéralisation commerciale qui avait été avancée par les pays développés est sabotée actuellement par certains de ces pays mêmes, a indiqué le ministre chinois [...] Le Brésil et la Chine, tous deux pays en voie de développement, ont des intérêts similaires et partagent des vues communes. Ils ont une responsabilité commune pour assurer un système commercial mondial, équitable et ouvert, a souligné Shi Guangsheng. Nos deux pays doivent renforcer la coopération dans le domaine des problèmes multilatéraux tels que leur rôle dans l'OMC et le nouveau round des négociations de l'OMC pour sauvegarder le développement du libre commerce. »⁷

C'est ce même journal chinois qui relate la visite de Lula à Pékin deux ans après et retranscrit la conférence de presse du Ministre chinois des Affaires Etrangères du 20/05/05 : « Le président brésilien effectue une visite d'Etat en Chine du 22 au 27 du mois courant sur l'invitation du président chinois Hu Jintao. C'est un autre grand événement dans l'histoire des relations sino-brésiliennes après la visite au Brésil du président Jiang Zemin en 2001. Le président brésilien va également se rendre à Shanghai pour participer à la Conférence mondiale d'aide aux pauvres. Pendant cette visite, les gouvernements et entreprises des deux pays vont signer une série de documents de coopération concernant les secteurs diplomatique, juridictionnel, sanitaire, économique et commercial [...] Nous prenons en grande considération le Brésil en tant que plus grand pays en voie de développement de l'Ouest de la planète pour son influence importante exercée sur les affaires internationales et régionales. Nous voulons développer davantage le partenariat stratégique avec le Brésil sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. La Chine soutient une réforme adéquate et nécessaire du Conseil de Sécurité⁸ »

Lors de la visite « retour » à Brasilia du président chinois en novembre 2004, Lula a reconnu officiellement « *la Chine, un pays d'économie de marché* ». La FIESP a réagi fortement à cette annonce et son président a attaqué le Ministre des Relations Extérieures Celso Amorim : « Qui la diplomatie brésilienne veut-elle protéger quand elle refuse les accords commerciaux avec la ZLEA et l'UE, défendus par la plupart de nos industriels, et ouvre la porte à la Chine ? ». En effet, cédant aux insistantes sirènes chinoises, Lula a fini par accepter lors de cette visite de novembre ce qu'il avait jusque-là refusé : « Lula a annoncé qu'il reconnaissait à la Chine le statut d'économie de marché », a déclaré le président chinois Hu aux côtés du président Lula, après la signature d'accords bilatéraux au palais du *Planalto*. « Je veux exprimer mes remerciements pour cette position qui enrichira le contenu de nos échanges », a ajouté le président chinois. « Pékin cherche à convaincre ses principaux partenaires commerciaux de lui concéder dès maintenant ce statut, qui permettra au géant asiatique

⁵ De Grandi (Michel), « *Investissements étrangers en Chine : le bond en avant* », *Les Echos*, 20-21 août 2004, p. 15.

⁶ Cet économiste et diplomate francophone et francophile, proche de Cardoso et membre du PSDB, a été Ambassadeur du Brésil en poste à Paris de début 2003 à mi-2005.

⁷ *Le Quotidien du Peuple*, Pékin, 2 avril 2002.

⁸ *Ibid.*, 21 mai 2005.

d'échapper à des procédures antidumping auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Chine est entrée à l'OMC en 2001 et a quinze ans pour passer du statut d'*économie de transition* à celui d'*économie de marché*. »

En contrepartie de la reconnaissance du statut, le Brésil a obtenu satisfaction dans plusieurs domaines, depuis l'ouverture du marché chinois aux viandes brésiliennes bovine et de volaille jusqu'à l'engagement d'une commande d'une dizaine d'avions de la firme Embraer installée en Chine, a dit Furlan. D'autre part « les autorités chinoises nous ont dit que les pays qui auront reconnu depuis le début (le statut) auront des privilèges d'accès au marché chinois et seront traités en amis prioritaires », a souligné Furlan. « La Chine est devenue l'an dernier le 3^{ème} client du Brésil, derrière les USA et l'Argentine, et espère maintenant attirer des investissements importants de la part de son *partenaire stratégique*, surtout dans le domaine de l'infrastructure. »⁹

Dans le secteur du Tourisme, une double liste d'agences des deux pays (25 agences pour le Brésil pour 670 opérateurs de Chine Populaire) vient d'être élaborée conjointement par les responsables concernés, le ministre brésilien du Tourisme, Walfrido dos Mares Guia, et l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine à Brasilia, Jiang Yuande. Ces agences seront chargées d'accompagner des groupes de chinois en visite au Brésil. Jusqu'à fin 2003, seul Cuba en Amérique Latine était une destination « autorisée »¹⁰ par les autorités de Pékin. La Chine envoie annuellement 22 millions de touristes à l'extérieur : c'est le 4^{ème} pays au monde par le nombre, avec une énorme marge de progression (taux actuel inférieur à 2% de la population du pays). Le ministre brésilien espère un flux de touristes chinois de 120 000 en 2007 (soit 7 fois le chiffre enregistré pour 2004), ce qui apporterait aux finances brésiliennes environ \$US 300 millions.¹¹

La formation et le transfert de technologie font bien sûr partie des accords signés. Par exemple, ce sont mille cadres techniques brésiliens qui se sont envolés début juillet 2005 pour former leurs homologues chinois aux techniques à valeur ajoutée du travail du cuir. « L'intense recrutement de brésiliens fera que l'industrie chinoise des chaussures pourra prochainement offrir au monde des objets de qualité et de technologie de pointe »¹². A des prix défiant toute concurrence. Mais le plus étonnant est que l'article nous apprend que certains spécialistes du travail du cuir de l'Etat du *Rio Grande do Sul* (capitale : Porto Alegre) auraient commencé leur croisade formatrice dès 1990 en Chine, où ils disent avoir été traités comme des rois (salaires de \$US 15 000/mois par exemple). Après la chaude alerte aux US et en UE sur l'invasion « jaune » de textiles à la fin du premier semestre 2005, les maroquinières classiques occidentales peuvent eux aussi préparer leur reconversion !

Pourtant, le Brésil apprend à ses dépens que tout n'est pas rose dans les échanges avec la Chine et commence à se méfier de la trop grande puissance de ce partenaire asiatique boulimique. En effet, il est clair que la Chine n'hésitera pas, comme pour le soja brésilien en 2004, à imposer des embargos, temporaires, pour faire baisser les prix : « Au-delà d'une bienveillance de façade, les intentions chinoises laissent transparaître une voracité inquiétante. L'embargo décrété par Pékin en juin sur 23 exportateurs de soja brésilien (des cargaisons contenaient des grains traités aux fongicides) visait, selon Brasilia, à faire baisser le prix du soja. L'embargo a finalement été levé. Mais le Brésil craint d'autres mesures « arbitraires », les normes sanitaires chinoises restant floues. Et ce sont maintenant les milieux industriels qui se méfient.

Le ministre du Commerce extérieur, Luiz Furlan, accuse Pékin de fermer son marché aux produits à plus grande valeur ajoutée, limitant les exportations brésiliennes à des produits de base. Autre motif d'inquiétude : Hu Jintao veut que les pays d'Amérique latine accordent à la Chine le statut d'économie de marché. Ce qui consiste à reconnaître que Pékin n'intervient pas dans la fixation des prix : plus question, donc, d'invoquer la concurrence « déloyale » des produits chinois. Hu Jintao affiche ses arguments dans une interview à la Folha de São Paulo. Le président chinois explique que l'octroi de ce statut « aiderait à accélérer » les investissements de la Chine. Il est question de la construction d'une usine de plaques d'acier (\$US 1,5 milliard) mais surtout d'un apport de \$US 4 milliards sous forme d'exportations, afin de moderniser les autoroutes, les chemins de fer et les ports brésiliens. Un enjeu capital car l'Etat brésilien n'a pas les moyens de réhabiliter les infrastructures du pays, dont la précarité met en péril la croissance. « Lula voit dans la Chine un allié stratégique, alors

⁹ La Croix, « Le Brésil reconnaît la Chine comme économie de marché », 27/11/2004.

¹⁰ Dans le monde, seuls 34 pays ont reçu de Pékin le « Statut de Destination Approuvée » (SDA).

¹¹ « Brasil a um passo do mercado chinês », *Gazeta Mercantil*, p. C-3, Sao Paulo, 9-10/07/05.

¹² « Know-how do Brasil para a China », Cardoso (Denis), *Gazeta Mercantil*, page A-6, 9-10/07/05.

que la réciprocité n'est pas forcément vraie » note Mario Marconini, directeur du Centre brésilien de relations internationales. « Pragmatique, la Chine est plus proche des Etats-Unis que de tout autre pays et ne voit dans l'Amérique latine qu'un fournisseur de matières premières. »¹³

Par ailleurs, il apparaît que la Chine et l'Inde sont les deux premiers bénéficiaires de la libéralisation internationale du commerce des produits textiles.¹⁴ « Les principales victimes de ce boom chinois et indien risquent d'être les autres pays émergents [...] Après 2005, la part de marché de la Chine dans les importations américaines de vêtements devrait passer de 16% à 50% et celle de l'Inde de 4% à 15% au détriment du Mexique et de l'Amérique du Sud. »¹⁵

LULA, FAVORI A SA PROPRE SUCCESSION

Il pourrait bien s'agir là des débuts de mise en place d'un nouvel équilibre économique mondial, « une nouvelle géographie commerciale mondiale » comme aime à le dire Lula.

Le Brésil, malgré son poids plus faible que les deux géants que sont la Chine et l'Inde, entend effectivement jouer dans cette partie un rôle moteur. Bien que ce G4 ne soit pas sans rappeler par certains aspects Bandung¹⁶ et qu'il regroupe avec l'Afrique du Sud ceux qu'on appelle parfois « *le grenier du monde* » (Brésil), « *l'atelier du monde* » (Inde), « *l'usine du monde* » (Chine), on ne doit pourtant pas être trop naïf devant l'écrasante montée en puissance de l'« Empire du Milieu »

Alors que jour après jour l'Empire Américain s'enlise au Moyen-Orient, en « *Extrême-Occident* »¹⁷ par contre, le géant Brésil, démocratisé depuis déjà 21 ans et « économiquement plus correct » au regard du FMI depuis les deux mandats du président Cardoso (1984-2002), père du « *plano Real* », en passe de devenir la nouvelle « *ferme du monde* »¹⁸, médaille d'or mondiale pour de nombreux produits agricoles (sucre, café, jus d'oranges, tabac, poulets, bœuf), surprend le monde par son énergie, son orthodoxie financière, son efficacité commerciale, son « leadership » régional et ses combats mondiaux.

Le « responsable-coupable » en est bien sûr d'abord le pays lui-même avec son Histoire et ses potentiels, loin d'être épuisés, mais surtout, le président Luis Inácio Lula da Silva. Initialement diabolisé par les marchés financiers internationaux de Washington à Madrid durant la période préélectorale de 2002, il a su bien s'entourer, début 2003, pour réparer les dégâts et reconstruire du plus solide, sur le socle légué par les deux mandats de F.H. Cardoso. Dès 2004, Lula est parvenu à dépasser les espérances des marchés internationaux. Il reçoit en 2005 les éloges de *Bretton Woods* et de Condoleezza Rice, c'est dire ! Jamais, historiquement, le commerce extérieur brésilien n'a connu de tels excédents. Jamais les exportations n'ont été aussi élevées et conquérantes de nouveaux territoires en croissance, notamment asiatiques.

Dans le Brésil profond par contre, le MST, le PT et les Brésiliens pauvres attendent plus de mesures sociales. Les objectifs fixés par le FMI, atteints et même dépassés, n'ont pas encore permis à Lula de réaliser toutes ses promesses de 2002. Même si plusieurs dizaines de Brésiliens pauvres ont pu déjà en recevoir les bénéfices quotidiens (repas à 1 Real, soit moins d'un demi dollar US), le programme « *Fome Zero* » est encore en 2006 au milieu du gué : des maladresses d'organisation, un manque certain de coordination ministérielle et de moyens – sollicités en priorité par le service de la dette (c'est d'ailleurs pourquoi Lula a proposé une réforme du FMI, sur la définition de l'excédent budgétaire) ont fait remettre à demain le social qu'attendent les Brésiliens qui l'ont élu.

D'autre part, l'irruption hégémonique de la Chine dans le champ de l'économie mondiale, facteur de raréfaction de nombreuses matières premières d'une part et grand producteur à bas prix. Une Chine sans états d'âme, quand il s'agit d'économie notamment, ce qui n'en fait pas forcément un allié

¹³ Rayes (Chantal), *Libération*, São Paulo, 12/11/2004.

¹⁴ www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers5_e.pdf : Rapport OMC 2005.

¹⁵ « Commerce : Le boom du textile chinois et indien », *Alternatives Economiques*, N°228, septembre 2004, p. 28.

¹⁶ La Conférence de Bandung s'est tenue en Indonésie en avril 1955 : elle a réuni 29 pays dont 16 anciens états coloniaux devenus indépendants et a formulé « les 10 principes de la coexistence » dans l'esprit de la charte des Nations Unies. Son 60^e anniversaire a été fêté en avril 2005 par les successeurs des grands leaders historiques de PED qu'étaient alors Chou en Laï, Nasser, Tito, Krouchtchev, Nehru...et Castro, le seul survivant.

¹⁷ Expression qui désigne le continent latino-américain, devenue célèbre depuis 1987 avec la publication du livre : *Amérique Latine : Introduction à l'Extrême-Occident* (éditions du Seuil, Paris, 1987) d'Alain Rouquié, diplomate, ex-Ambassadeur à Mexico et Brasília, actuel Président de la Maison de l'Amérique Latine.

¹⁸ Caramel (Laurence), « Quand le Brésil deviendra la ferme du monde : le géant sud-américain rêve de détrôner les Etats-Unis et l'Europe sur le marché agricole », *Le Monde Economie*, mardi 24 mai 2005, p.1.

idéologique de ce Sud que Lula cherche à fédérer dans la lutte pour le partage des pouvoirs mondiaux détenus encore par les pays du Nord. La décennie à venir réserve bien des surprises : certaines auront un goût amer pour le Brésil.

D'autre part, depuis mai 2005, une avalanche de scandales de corruption a touché au cœur le PT et le gouvernement. Dévoilés semaine après semaine par la libre presse brésilienne et par les dénonciations (vraies) de députés (véreux), ces scandales ont créé un état de crise politique grave qui a déjà entraîné le 16 juin 2005 la démission de José Dirceu, ministre chef de la « Casa Civil » (faisant office de premier ministre¹⁹ et siégeant aux Conseils d'Administration des grandes entreprises nationales²⁰). L'effet « domino » a culbuté l'un après l'autre les ténors du premier cercle du pouvoir. A qui le tour ? demande la presse d'opinion. La question maintenant est : « *Ele sabia ?* », c'est-à-dire « Lula savait-il ? », comme l'affiche en couverture l'hebdomadaire « *Veja*²¹ » du 13 juillet 2005. Mais le Brésil ne souhaite pas revivre 13 ans après (destitution du président Collor en 1992) la honte et le tremblement de terre politique de la chute d'un autre président. Le « *Jornal do Brasil* » du 12 juillet 2005 s'interroge sur l' « *impeachment* » de Lula : « A continuer comme cela, ils termineront tous par être suspects, après avoir obstrué le travail de la justice, suspects de complicité avec ceux qu'ils n'ont pas voulu épurer. »²² Ebranlé comme beaucoup de gens du peuple, le journaliste ajoute : « Ce qui arrive avec le Parti des travailleurs n'est pas seulement une tragédie pour ses militants. C'en est une pour tous ceux qui ont cru aux changements fondés sur la conquête de l'hégémonie et la prise de positions. Malheureusement leur démoralisation vient renforcer la tendance croissante au scepticisme sur le rôle des institutions démocratiques déjà en chute libre. »²³ Or à ce jour, les trois CPI (Commissions Parlementaires d'Investigation) menées depuis mi-2005 à Brasilia, si elles ont renvoyé aux oubliettes de l'Histoire la réputation d'incorruptibilité de son parti (le PT, parti des Travailleurs), n'ont pas atteint personnellement le casier judiciaire vierge du Président.

Aujourd'hui, en juin 2006, on peut affirmer que la majorité des Brésiliens pensent que le pays a besoin que Lula puisse poursuivre sur la voie internationale tout ce qu'il a si bien engagé, mais aussi qu'il ait les moyens de mieux traiter le « social » dans son propre pays lors d'un second mandat. Les sondages actuels montrent qu'il est de nouveau souhaité que Lula²⁴ soit réélu en 2006 et parachève ses desseins dans son pays. Les fondamentaux économiques du pays sont devenus sains de manière plus durable. Le Brésil exporte toujours plus, dont toujours plus de produits finis. Le niveau de développement du « Brésil des Etats du Sud » ne dépasse-t-il pas celui de la plupart des Etats nouveaux venus dans l'Union Européenne ? Et le Brésil progressera et apprendra en surmontant ses crises, comme toujours dans son Histoire, à l'instar de Sisyphe roulant son rocher puis recommençant inlassablement. A l'image aussi de ce peuple métissé riche des qualités réunies de la plupart des peuples de la terre : il saura, n'en doutons pas, relever les défis globaux du XXI^{ème} siècle qui vient de s'engager.

Car, comme l'a bien déclaré le président de la BID de passage à Paris voici 18 mois: « En Amérique Latine, il faut absolument développer des projets nationaux à long terme qui soient partagés par les institutions publiques, le secteur privé et la société civile. L'insertion dans le système commercial international doit être le noyau même de ces projets. Il s'agit maintenant de développer une vision stratégique collective et un consensus social sur la question du positionnement des forces productives face à la mondialisation d'ici 10 ou 15 ans. »²⁵

¹⁹ Il a été remplacé à la « Casa Civil » par Dilma Rouseff, jusqu'alors efficace ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie. Energie dont ne manque pas cette ancienne *guerillera* des sombres années de la dictature.

²⁰ Petrobras (pétrole et gaz), Eletrobras (électricité), Varig (compagnie aérienne), et autres dinosaures nationaux qui servent de réserve d'argent frais au parti au pouvoir, depuis 2003 le PT, qui y a fait monter dans les hiérarchies de l'ordre de 20 000 membres.

²¹ C'est le grand hebdomadaire « *Veja* » (www.veja.com.br) qui a recueilli les dénonciations du député d'opposition Jefferson, dont le parti PDT aurait été acheté pour s'allier au PT lors des municipales de 2004 : l'accord supposait le versement par le PT de 48 millions de Reais (1 US\$ = 3.35 Real en juin 2005) ; mais le PDT n'aurait reçu que 4 millions et Jefferson, accusé de corruption par la Justice fédérale, se venge...ce qui a entraîné une cascade d'autres dénonciations et révélations. Sans parler d'épisodes rocambolesques de valises de billets, transportées par divers députés ou leurs proches (l'un d'eux transportait aussi \$100 000 en billets dans son caleçon), ouvertes par la police fédérale début juillet aux aéroports de Sao Paulo et Brasilia ! D'après « *Veja* » du 13/07/2005 page 70 (« *Ja passou do bilhao* »), le scandale dépasserait déjà 1 milliard de reais détournés.

²² Temer (Milton), *Jornal do Brasil* (JdB), 12/07/05, « *O PT e o « impeachment » de Lula* », p. A11.

²³ *JdB*, *ibid*.

²⁴ Crédité de 40% d'intentions de vote début juin, contre 20% à son challenger Alckmin du PSDB, Gouverneur de l'état de São Paulo.

²⁵ Conférence d'Enrique V. Iglesias, président de la BID, Paris (Maison de l'Amérique Latine), 12/10/2004.

Soyons persuadés que le « *jeitinho* »²⁶ génial et inné des Senna, Guga, Pelé, Ronaldo et Ronaldinho, des « *capoeiristas* » et des « *favelados* », des politiciens de Brasilia comme des chefs d'entreprise de São Paulo, Rio, Belo Horizonte, Curitiba, Porto Alegre, Bahia, Manaus ou Belém, ce quelque chose de plus que le sociologue brésilien Gilberto Freyre appelle « *nos passes, nos feintes, notre imprévisibilité, ce quelque chose de danse et de capoeira qui marque le style brésilien* » sortira avec le temps le Brésil des pièges et des ornières que lui tend son passé, que ce gouvernement de gauche à Brasilia, qui a soulevé tant d'espérances au Sud, réussira et qu'il soit « cloné » dans d'autres grands pays émergents.

L'AUTEUR :

Michel Meyer, ingénieur géologue et géophysicien, a vécu en Amérique du Sud (Brésil et Equateur) pendant de nombreuses années. Vice Président des Conseillers du Commerce Extérieur de la France au Brésil et de la Chambre de Commerce França-Brasil de 2000 à 2003, il est diplômé de Paris-Dauphine en "Développement Durable et Organisations" et du Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques (2005).

²⁶ Littéralement le « système D » brésilien ; la manière brésilienne habile et innovante de se sortir des mauvais pas.